

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 28/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EMAILLERIE RHENANE

Route de Bouxwiller
BP 4
67340 INGWILLER

Références : 0508/NK/AG
Code AIOT : 0006700508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement EMAILLERIE RHENANE, implanté 12 route de Bouxwiller 67340 Ingwiller. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMAILLERIE RHENANE
- 12 route de Bouxwiller 67340 Ingwiller
- Code AIOT : 0006700508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Emaillerie Rhénane exploite une unité de traitement de surface et d'émaillerie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : stockage de produits chimiques, incendie, eaux souterraines ...

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Détection	Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 29	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 21.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Moyen de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 30	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
5	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 29/11/2022, articles 1 et 2	/	Sans objet
6	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 38	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion ne sont pas équipés d'un réseau permettant la détection précoce d'un incendie ou d'une atmosphère explosible.

Les FDS doivent être en français afin d'être comprises par le personnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Produits chimiques, FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 Arrêté Ministériel du 04/10/2010 Art 58
Thèmes : Produits chimiques, FDS, formation du personnel
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise des risques valable des risques identifiés [...] dans la (les) fiche(s) de données de sécurité (FDS) qui lui ont été transmises. Arrêté Ministériel 04/10/2010 Art 58, formation du personnel : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, [...], reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : 2 FDS de produit dangereux ont été examinées : - le solvant « Kiwoclean » : les conditions de stockage sur le terrain paraissent respecter la FDS ; - le solvant « Variowash » : la FDS présentée est en allemand, l'exploitant a déclaré que le fournisseur de ce produit lui avait présenté ce solvant à l'aide d'une FDS en français, mais lors de la livraison du produit il lui aurait joint une FDS en allemand, alors que l'exploitant déclare ne pas le parler, ainsi que bon nombre de son personnel manipulant les produits : il convient que les FDS des produits dangereux soient en français. Concernant la formation du personnel aux produits chimiques, l'exploitant a déclaré qu'il faisait une présentation orale à son personnel, il convient qu'il formalise cela par une feuille d'émargement comprenant le contenu de la formation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : 1 mois

N° 2 : Détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 29
Thèmes : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau, permettant la détection précoce d'un incendie ou d'une atmosphère explosible. Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme sonore et lumineuse.
Constats : Les locaux ne sont pas équipés de ce genre de système, bien que les bâtiments soient anciens, l'exploitant doit y remédier
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 3 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 21.2
Thèmes : Risques accidentels, Rétention- Eaux
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : Dans l'atelier sérigraphique, une armoire rouge spécifique (d'un volume entre 0,5 et 1,5 m ³) près des bureaux était remplie de divers produits dangereux, certains inflammables, sans aucune rétention : l'exploitant doit remédier à cela au plus vite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : 1 mois

N° 4 : moyen de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, article 30
Thèmes : Risques accidentels, débit d'eaux
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie, en particulier [...] un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés.
Constats : L'exploitant n'a pas présenté de justification de débit des poteaux d'incendie, bien que ceux-ci sont sur le réseau public, il doit les fournir à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/11/2022, articles 1 et 2
Thèmes : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : La société Emaillerie Rhénane a été mise en demeure, par arrêté du 29/11/2022, de respecter les prescriptions de : - l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juin 1994, reprises ci-après : « La forme de ces conduits, notamment dans la partie la plus proche du débouché, devra être conçue de manière à favoriser, au maximum, l'ascension et la diffusion des effluents. Il est en particulier interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées ». - de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, relatif aux installations de traitement de surfaces , reprises ci-après : « L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. »
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant respectait désormais les prescriptions, à savoir : - les chapeaux du débouché à l'atmosphère ont été enlevés, - l'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus,

auquel est annexé un plan général des stockages.
Type de suites proposées : Sans suites – Levée de l'AP de mise en demeure du 29/11/2022
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1994, articles 23 et 38
Thèmes : Risques chroniques, eaux
<p>Prescription contrôlée : 38 – Transmission des résultats, commentaires</p> <p>Les résultats des contrôles sont accompagnés d'un commentaire, en particulier les phases de dépassement seront analysées dans le but de définir les mesures à prendre pour y remédier.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose désormais de 4 piézomètres : PZ3 et PZ2 en amont, PZ1 et PZ4 en aval (PZ4 est nouvellement mis en place), il a présenté les résultats d'analyses d'octobre 2023, seule la turbidité présente des valeurs élevées, mesurée entre 5,5 et 480 NFU pour un seuil à 2 NFU (PZ3 5,5, PZ2 480, PZ1 8,8, PZ4 280).</p> <p>Le bureau d'études de l'exploitant a expliqué que la turbidité n'est pas un polluant chimique, c'est un paramètre de qualité par rapport à la consommation de l'eau : il convient que l'exploitant suive particulièrement ce paramètre, et il conviendrait que le paramètre MEST soit également analysé.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet